

*Transport du grain de l'Ouest—Loi*

Il ne saurait être question qu'on laisse un parti nous imposer à la vapeur une mesure qui pourrait saper les fondements mêmes du pays rien que parce qu'il détient la majorité à la Chambre.

**Des voix:** Bravo!

**M. Fraser:** On a peine à croire que le gouvernement ose venir pleurnicher à la Chambre et se lamenter en disant que les gens de la Colombie-Britannique seront dans la dèche en matière de transports si le projet de loi n'est pas adopté immédiatement. Ce n'est pas vrai et le ministre le sait fort bien.

Le 1<sup>er</sup> février, le ministre a émis un communiqué. Il a parlé de la proposition originale qui est maintenant changée. Voici ce qu'il disait:

Dans l'intervalle, afin de s'assurer que cette initiative dans le domaine des transports apporte des emplois et des investissements le plus tôt possible, le gouvernement fédéral versera 313 millions de dollars aux sociétés ferroviaires pour qu'elles puissent construire d'autres lignes ferroviaires et faire des investissements le printemps prochain.

On laissera entendre ensuite, une fois que la machine à propagande du gouvernement se sera mise en branle, que si cette mesure n'est pas adoptée sur-le-champ sous sa forme actuelle, le gouvernement aura raison d'imposer la clôture puisqu'on ne pourra pas améliorer le réseau de transport dans l'Ouest. Quand on songe à toutes les palabres du gouvernement sur le développement de l'Ouest canadien, on voit que c'est de la bouillie pour les chats. C'est tromper cruellement les gens en leur posant une question simpliste: «Voulez-vous de meilleurs chemins de fer? Laissez-nous alors adopter le bill et soutenez-nous si nous imposons la clôture».

Passez-moi l'expression, mais cela sent mauvais. Cela sent la malhonnêteté. Et le pire, c'est que cette façon d'agir va carrément à l'encontre de tout ce que les députés d'en face ont toujours eu paroles du moins, prétendu, qu'il faut tenir compte de toutes les régions du pays.

Je ne saurais dire combien ces tactiques me mettent hors de moi. Je viens de la Colombie-Britannique. Je suis resté en contact très étroits avec les milieux de l'industrie forestière pendant des années. J'ai été chargé, à titre de ministre, de cette question à la Chambre. Les députés savent bien que personne n'a défendu avec autant d'acharnement que moi les mesures susceptibles de venir en aide au secteur forestier de l'Ouest. Le peu de temps que j'ai été ministre, j'ai réussi à mettre un programme en branle.

Tous les habitants de la Colombie-Britannique savent que nous devons améliorer nos transports et nos installations ferroviaires, qu'il nous faut davantage de wagons pour pouvoir transporter plus de marchandises. Il faut que la Chambre ait le temps de parler des lacunes de ce projet de loi pour que les Canadiens qui vivent dans des endroits comme la Colombie-Britannique se rendent compte qu'il n'apportera rien à l'agriculture de l'Ouest. Ce projet de loi ne prévoit rien pour les producteurs céréaliers, les éleveurs ou les agriculteurs de la Colombie-Britannique.

De quelles autres façons la Colombie-Britannique va-t-elle en pâtir? Si le projet de loi est adopté, les 50,000 acres de terres houillères du Dominion comme on les appelle, vont-elles

redevenir la propriété de la Colombie-Britannique? Pas question. Elles vont tomber sous la coupe du gouvernement fédéral. Il faut que les habitants de la Colombie-Britannique le sachent. Ils savent déjà que nous avons besoin de moderniser le réseau ferroviaire pour faciliter le transport du charbon et du minerai. Il faut leur donner le temps de se rendre compte que rien n'empêche de moderniser les chemins de fer tout de suite, même si l'adoption du projet de loi prend un peu plus longtemps que ne le voudrait le ministre.

Je n'apprécie vraiment pas de me faire dire que si je refuse d'adopter le projet de loi, qui est bourré de défauts, auquel trois provinces sont opposées et duquel dépendent la vie et l'avenir de centaines de milliers de Canadiens, je ne dois pas compter avoir un réseau ferroviaire moderne dans ma province. Cet argument est sans fondement et j'ai bien l'intention de le faire savoir. Le gouvernement n'a pas le droit d'agir de la sorte à la Chambre.

● (1200)

Pour ce qui est de l'importance du projet de loi pour le pays, le ministre de la Consommation et des Corporations (M. Ouellet) a déclaré ici même le vendredi 13 mai:

Il s'agit très certainement de la troisième importante mesure de ce Parlement laquelle vient à la suite du rapatriement de la Constitution canadienne, de cette grande politique énergétique que nous avons énoncée au cours des derniers mois, des dernières années.

A-t-on déjà oublié que nous avons eu un débat constitutionnel extrêmement long parce que nous avons su nous entendre là-dessus? A-t-on oublié que nous avons débattu ici même pendant des semaines et des semaines la politique énergétique nationale—qui s'est révélée un désastre—en dépit des efforts du gouvernement pour imposer la clôture? Le gouvernement admet lui-même, monsieur le Président, que le projet de loi est le troisième en importance depuis qu'il a été élu en 1980. Et pourtant, il veut qu'il soit adopté en quelques jours.

**Des voix:** C'est honteux!

**M. Fraser:** Monsieur le Président, cela est inacceptable car le projet de loi s'attaque à l'essence même de ce pays.

Quel besoin le gouvernement a-t-il de prétendre que le projet doit être adopté en tant d'heures ou en tant de jours. Il y aurait moyen de corriger les principaux défauts du projet de loi si le gouvernement faisait preuve d'un peu de bon sens et de réflexion et laissait aux députés le temps de l'étudier. Je m'adresse à mes collègues de la majorité. Je ne peux pas croire qu'ils ne puissent améliorer les dispositions du projet de loi.

Le gouvernement agit comme à son habitude en pareil cas. Il n'a pas réussi à obtenir un accord après des semaines et des mois de négociations. Seulement certains des prétendus experts dont mon ami et collègue a parlé il y a un instant, ont décidé que cette solution serait la meilleure pour le pays. De plus, étant donné que le parti libéral a la majorité, le gouvernement nous impose sa solution. Il importe peu au gouvernement que sa proposition ne tienne pas debout. Il nous impose sa proposition et exige que nous l'adoptions sans coup férir. Tout le problème est là. Cette situation dure depuis des années. C'est là où nous ne sommes pas d'accord avec le projet de loi.